



Rennes, le 29 octobre 2013

Communiqué

Le gouvernement vient d'annoncer la suspension de l'écotaxe. C'est un nouveau recul face aux exigences patronales.

Cela est d'autant plus déplorable que cette décision fait suite à un mouvement violent et radical initié par les principaux responsables de la crise, les licenciés et les plus riches.

Le gouvernement se fragilise, et avec lui l'ensemble des salariés de la région, puisqu'il abonde dans le sens d'une aggravation de la casse industrielle.

La manipulation des « saigneurs » de la région, qui ont volé le symbole des bonnets rouges, est honteuse, et malhonnête quant aux motivations qui les guident.

Il n'y a pas plus de défense de l'emploi qu'il n'y a de défense des industries, puisque ce sont les premiers à fermer leurs usines et à licencier les salariés.

L'écotaxe sert aussi de prétexte pour organiser un mouvement anti-gouvernement et anti démocratique.

Cela est d'autant plus inadmissible pour la Cgt, que 5 de ses militants sont traduits devant les tribunaux à Roanne le 5 Novembre pour avoir refusé de donner leur ADN, et qu'aucune interpellation n'a été opérée ces dernières semaines en Bretagne alors que des casseurs, connus, détruisent les biens publics en toute impunité.

Les meneurs de cette fronde capitaliste ne s'en cachent pas, ils vont continuer leur mobilisation.

La Cgt entend tout mettre en œuvre pour rassembler les salariés autour de revendications précises sur les questions d'emploi, de politiques industrielles, de salaire, de services publics, de protection sociale.

Le mouvement syndical doit s'unir pour construire le rapport de force en rassemblant les salariés, les retraités et les privés d'emploi.

Si le gouvernement cède aux sirènes du patronat, les salariés ne doivent pas rester spectateurs.

La Cgt les appelle à organiser la riposte, dans les entreprises, pour imposer leurs revendications, tant à leurs employeurs qu'au gouvernement.

Thierry Gourlay

Secrétaire régional